



Classement de la Tunisie par rapport à ses pays concurrents

**Quelles sont les principales insuffisances et comment rattraper
les économies les plus performantes ?**

Vers la fin des années 90, plusieurs indicateurs de compétitivité et de classement des pays, publiés par les organismes internationaux les plus reconnus, trouvent non seulement un certain écho médiatique mais intéressent considérablement les décideurs et les investisseurs étrangers. Ces indicateurs ont le mérite de positionner chaque pays par rapport à ses concurrents (partenaires, investisseurs...) et offrent des indications sur le climat des affaires et l'attractivité du pays.

Pour sa part et depuis 2001, l'ITCEQ s'est également donné pour objectif de suivre la compétitivité de l'économie tunisienne comparativement à un panel de pays concurrents et par référence à un ensemble d'indicateurs reflétant multiples facettes de l'économie. A cet effet et sur la base d'une méthodologie qui lui est spécifique, elle élabore annuellement un rapport où elle présente les principaux résultats sur le positionnement compétitif de l'économie tunisienne auxquels elle aboutit.

Partant, la présente tribune a pour objet d'exposer la méthodologie adoptée dans l'élaboration de l'indicateur synthétique de compétitivité, ainsi que les principaux résultats publiés dans le rapport 2018¹ sur le « Positionnement compétitif de l'économie tunisienne ».

¹ Les résultats concernent l'année t-2 du fait que les données internationales les plus récentes ne sont disponibles que pour cette année. Une mise à jour des résultats des différents rapports est effectuée chaque année.

Objectifs et méthodologie

L'appréciation des performances de la Tunisie comparativement à ses concurrents, présente l'avantage d'identifier aussi bien les atouts que les insuffisances de l'économie tunisienne et d'éclairer le décideur sur les mesures de politique économique à préconiser en vue de consolider la compétitivité du pays. Par ailleurs, une lecture plus approfondie de l'expérience des pays concurrents ayant réalisé des avancées considérables dans un domaine bien précis permet à la Tunisie d'en tirer des enseignements et de voir dans quelle mesure elle peut recourir à la réforme ou à la politique adoptée par ces pays.

Dans ce cadre, l'approche préconisée par l'ITCEQ repose sur la méthode de « scoring » qui consiste à classer la Tunisie par rapport à 27 pays concurrents² et ce, en fonction des performances réalisées par chaque pays au niveau d'une soixantaine d'indicateurs regroupés en neuf facteurs. Plus précisément, il s'agit de la croissance et le dynamisme économique, de la stabilité du cadre macroéconomique, du système bancaire et marché boursier, de la compétitivité interne, de la compétitivité externe, de l'intégration et l'attractivité territoriale, de l'infrastructure technologique, des ressources humaines et de l'innovation et économie de la connaissance. L'on rappelle à ce niveau que si les six premiers facteurs se réfèrent à la notion de *la compétitivité courante*, les trois derniers ont trait à *la compétitivité potentielle* dont l'effet est différé. Finalement, et sur la base des résultats dégagés au niveau des deux notions de compétitivité susmentionnées, une appréciation du positionnement compétitif dans sa dimension globale est effectuée moyennant l'élaboration d'un indicateur synthétique global. Un tel indicateur permet de donner une vue synoptique, compacte et instantanée de la position compétitive d'un pays. Cependant, il ne peut, en aucun cas, remplacer une analyse approfondie et

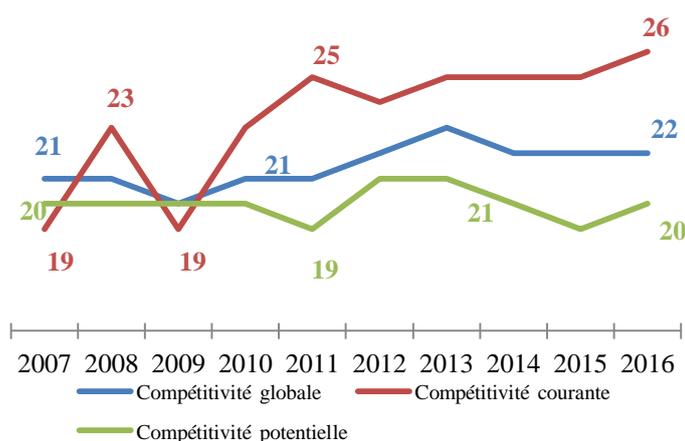
² L'échantillon de pays concurrents a été choisi sur la base de l'intensité de concurrence qui traduit la pression concurrentielle qu'exercent les différents pays sur les exportations tunisiennes sur le marché de l'UE. Ce choix se base, en outre, sur l'indice de similarité qui renseigne sur le degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays sur ce marché, ce qui permet de mieux cibler les principaux pays concurrents de la Tunisie.

détaillée par facteur ainsi que par indicateur et ce, en vue d'apprécier les performances et les contre-performances d'une économie dans les différents domaines retenus.

La Tunisie est structurellement en retard par rapport à la majorité de ses concurrents

En termes de compétitivité globale, la Tunisie continue à accuser un retard en 2016 pour se positionner au 22^{ème} rang et se situer dans le groupe de pays à faibles performances. Plus précisément et selon l'approche adoptée par l'ITCEQ, le classement de la Tunisie aurait été nettement meilleur n'eut été les moindres performances enregistrées en termes de compétitivité courante (26^{ème} rang).

Figure 1 : Classement de la Tunisie au cours de la période 2007-2016



En fait et comparativement à la moyenne de l'échantillon, la position défavorable de la Tunisie en termes de **compétitivité courante** tient son explication : i) aux faibles performances au niveau du facteur « Stabilité macroéconomique » conférant à la Tunisie le 27^{ème} rang en 2016 alors qu'elle occupait le 9^{ème} rang en 2010 ; ii) aux contre-performances réalisées au niveau du facteur « Croissance et dynamisme économique », se traduisant par un recul significatif au cours des deux dernières années pour se placer au 26^{ème} rang (contre 20^{ème} en 2014) ; iii) aux faiblesses structurelles qui caractérisent le pays et qui se réfèrent au « Système bancaire et marché

boursier » et à la « Compétitivité interne » plaçant la Tunisie dans des positions tardives depuis 2007 (27^{ème} et 24^{ème} rang respectivement en 2016) et iv) aux avancées considérables réalisées par quelques pays concurrents qui n'ont fait qu'affaiblir les chances de la Tunisie pour améliorer son classement. A titre illustratif, la Bulgarie a gagné 4 positions et la Thaïlande a pu décrocher 3 positions leur permettant d'être classés au 11^{ème} et 4^{ème} rang respectivement.

Figure 3 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité potentielle

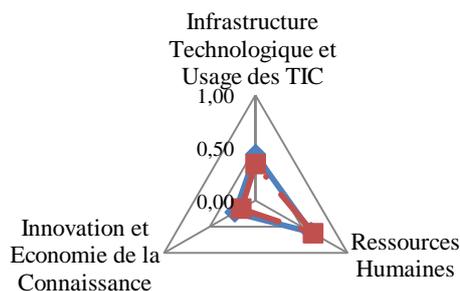
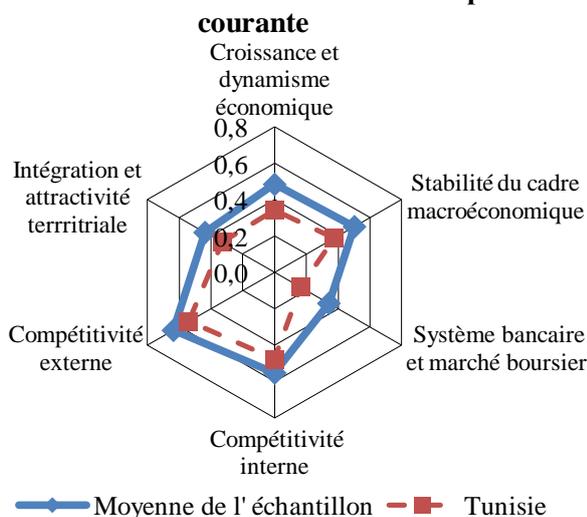


Figure 2 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité courante



En termes de **compétitivité potentielle**, la Tunisie continue à sous-performer en se plaçant au 20^{ème} rang. Les premières positions sont principalement attribuées aux pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) et à quelques pays asiatiques à l'instar du Singapour qui reste à la tête de ce peloton. Par ailleurs, si la quasi-totalité des pays de l'échantillon ont gardé le même classement au cours des deux dernières années, la Chine semble le seul pays qui a pu avoir de l'avancée en 2016 et grimper à la 5^{ème} position contre 8^{ème} en 2015.

Le recul du classement de la Tunisie est la conséquence des contres performances enregistrées en matière d'infrastructure technologique suivie par l'innovation et l'économie de la connaissance.

Faut-il nuancer, à ce niveau, que le reclassement des pays³ selon les différents organismes internationaux faisant l'objet de comparaison⁴ permet de conclure qu'il n'y a pas un changement significatif dans le positionnement de la Tunisie par rapport à ses concurrents.

Tableau 1 : Classements redressés pour les 5 indicateurs synthétiques de compétitivité

	HF	IT	WEF	DB	ITCEQ
Singapour	1	1	1	1	1
Rép. Tchèque	5	8	5	7	2
Slovénie	18	5	16	9	3
Estonie	3	2	4	2	4
Pologne	8	4	9	6	5
Malaisie	6	10	2	5	6
Slovaquie	9	9	19	8	7
Hongrie	10	12	20	11	8
Chine	26	17	3	19	9
Lituanie	4	6	8	4	10
Thaïlande	14	23	7	14	11
Lettonie	7	7	12	3	12
Croatie	20	10	22	15	13
Chili	2	3	6	16	14
Bulgarie	11	14	13	13	15
Roumanie	12	12	18	10	16
Mexique	13	27	14	12	17
Turquie	16	14	15	17	18
Argentine	28	22	26	24	19
Brésil	22	17	23	26	20
Philippines	15	23	17	23	21
Tunisie	21	14	25	22	22
Maroc	17	20	21	18	23
Indonésie	19	20	11	20	24
Inde	23	17	10	27	25
Ukraine	27	28	24	21	26
Egypte	24	25	27	25	27
Pakistan	25	26	28	28	28

³ Il s'agit d'un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus effectué par l'équipe de l'ITCEQ. En effet, chaque organisme a sa propre liste de pays sur la base de laquelle il effectue son étude.

⁴ Il s'agit de Doing Business (DB), Heritage Foundation (HF), International Transparency (IT) et World Economic Forum (WEF).

Plus précisément, le coefficient de corrélation de Kendall⁵ est de 0,74 confirmant l'existence d'une forte concordance entre les différents classements élaborés par les cinq organismes. Cette forte corrélation vient appuyer l'idée que les classements des pays ne divergent pas d'un rapport à l'autre même si les cinq organismes prétendent calculer des indicateurs synthétiques selon des approches différentes. De ce fait, les résultats élémentaires ne peuvent que fournir une base diversifiée de comparaison et permettre in fine d'identifier les contraintes qui entravent la compétitivité et le climat des affaires en Tunisie.

Quelles sont les principales faiblesses de l'économie tunisienne et comment y remédier ?

Une analyse plus affinée au niveau de chaque facteur à travers le suivi des résultats enregistrés au niveau des indicateurs partiels y afférents permet d'identifier les domaines qui ont affiché des signes de faiblesse et qui sont à l'origine de ce retard. Il s'agit essentiellement :

- Des déséquilibres macroéconomiques dont les conséquences sont l'aggravation des déficits courant et budgétaire, la baisse des réserves en devises et la contraction du taux d'épargne;
- Du manque de profondeur du système financier avec un niveau de prêts non productifs relativement élevé, bien qu'il soit en baisse ;
- De la faiblesse de la croissance et du dynamisme économique suite au fléchissement de nombreux secteurs productifs et au ralentissement de l'effort d'investissement ;
- Du manque de concurrence sur le marché interne du fait des lourdeurs administratives et de la réglementation en vigueur ;
- De la non diversification des produits exportés par marché et, à moindre degré, par produit en plus de la lourdeur des procédures

douanières se traduisant par des pertes de parts de marché sur l'UE;

- Du manque d'attractivité des IDE conjugué à un cadre réglementaire relativement rigide et ce, en plus d'un climat d'affaires peu propice;
- Du faible développement de l'infrastructure technologique et l'usage des TIC(s)
- D'une relative absence de l'innovation et de l'économie de la connaissance

Contourner ces insuffisances reste tributaire de la capacité du pays à engager et à mettre en œuvre des réformes de politique économique profondes et rigoureuses, susceptibles de promouvoir la croissance, de rétablir les équilibres macroéconomiques et d'instaurer un climat de confiance avec les partenaires socioéconomiques, autant d'éléments essentiels pour améliorer la compétitivité du pays et la hisser à des positions meilleures.

A cet égard, l'on se propose, dans ce qui suit, de présenter un tableau qui synthétise les principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne ainsi que certaines recommandations pour y remédier.

Sonia MAHFOUDH
Direction Centrale de la Compétitivité

⁵ Cf. rapport page 43

Tableau 2 : Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne

Indicateurs et/ ou Facteurs	Rang	Propositions
Niveau élevé du déficit courant	28 ^{ème}	- Réduire les barrières à l'exportation (manutention portuaire et procédures douanières) afin de tirer profit de la baisse du dinar
Baisse du taux d'épargne	27 ^{ème}	- Dégager un espace budgétaire en agissant graduellement sur l'emploi dans l'administration en maintenant la règle de remplacement partiel des départs à la retraite
Aggravation du déficit budgétaire	25 ^{ème}	- Diversifier les sources de financement de la sécurité sociale - Etudier l'utilité des programmes publics, y compris les projets d'infrastructures pour prioriser les dépenses publiques - Evaluer trimestriellement les remboursements extérieurs et maintenir des engagements adéquats avec les prêteurs.
Régression des réserves en devises	21 ^{ème}	- Mettre en place une large amnistie de change sans condition et accorder des privilèges pour les tunisiens résidents à l'étranger
Système bancaire peu développé	27 ^{ème}	- Consolider les ressources financières du système bancaire et ses capacités de gestion et d'analyse des risques - Moderniser le cadre réglementaire et renforcer le contrôle de l'application des règles prudentielles par la BCT - Resserrer davantage la politique de la BCT en matière de garanties
Niveau structurellement élevé des prêts non productifs	27 ^{ème}	- Relancer les rapports trimestriels de la politique monétaire assortis d'orientations prospectives sur les projections d'inflation afin de mieux ancrer les anticipations - Accélérer la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière - Moderniser les structures et institutions régionales pour mieux exploiter les opportunités d'investissement et accompagner les investisseurs dans les régions - Autoriser les banques à apprécier les risques en reconsidérant le plafonnement des taux d'intérêt débiteurs - Adapter l'opération de restructuration à la banque assujettie (les banques à participation étrangère, les banques opérant dans le champ des PME, les banques publiques...)
Marché financier peu dynamique	25 ^{ème}	- Ouvrir le secteur aux sociétés étrangères d'intermédiation - Développer de nouveaux produits et services financiers - Promouvoir l'introduction en bourse des entreprises en leur accordant plus d'avantages fiscaux
Récession de l'activité économique du pays	26 ^{ème}	- Accélérer la mise en œuvre des projets d'infrastructure et le développement des zones industrielles/clusters - Orienter l'investissement vers des activités à haute valeur ajoutée et à fort contenu de savoir telles que les technologies de l'information, la santé et les services financiers - Libérer le potentiel du secteur privé pour la réalisation de nouveaux projets ou l'extension de projets déjà existants - Favoriser le partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier - Assurer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les systèmes d'éducation, d'apprentissage et de formation

Perte de parts de marché sur l'UE	22 ^{ème}	- Renforcer la diplomatie économique à l'étranger notamment en Afrique - Améliorer les services logistiques et appuyer les structures d'accompagnement
Manque de diversification des exportations par marché et par produit	27 ^{ème}	- Simplifier les procédures administratives et douanières notamment en termes de coût et de délai et ce, à travers la digitalisation;
	20 ^{ème}	- Améliorer les services d'acconage et de manutention - Développer les produits à potentialités d'exportation non exploitées et se positionner sur des marchés porteurs
Climat d'affaires peu favorable	22 ^{ème}	- Consolider la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme - Alléger les formalités administratives
Territoire peu attractif aux IDE	16 ^{ème}	- Accélérer le processus d'élimination des autorisations d'exercice
		- Améliorer la gestion des infrastructures portuaires - Préparer des plans de restructuration des entreprises publiques - Activer la révision du code de change
Infrastructure technologique relativement modeste	21 ^{ème}	- Réviser et instaurer un cadre réglementaire flexible du secteur des TIC - Généraliser l'utilisation des TIC dans tous les domaines et la rendre obligatoire pour certains services connexes à l'instar des paiements des taxes et des impôts - Promouvoir les investissements dans l'infrastructure à large bande - Améliorer le cadre réglementaire et législative de la sécurité numérique
Pression fiscale élevée	20 ^{ème}	- Simplifier davantage le système fiscal et promouvoir la transparence, tout en renforçant le dispositif de contrôle fiscal - Rétablir l'équité et la justice fiscale en facilitant le recoupement des informations et en renforçant les contrôles fiscaux pour mieux lutter contre l'évasion et la fraude fiscale
Capacité d'innovation encore faible	16 ^{ème}	- Encourager l'intégration des entreprises étrangères et les PME tunisiennes pour aider celles-ci à progresser dans la chaîne de valeur grâce au transfert de connaissances, de savoir-faire et de technologies - Consolider les dépenses en R&D et inciter les entreprises privées à y investir - Favoriser la coordination et créer une synergie entre les différentes institutions (entreprises, centres de recherche, universités, technopoles...) pour renforcer la capacité d'innovation.



Tribune de l'ITCEQ

Email : contact@itceq.tn
Site web : www.itceq.tn
Tél. : (+216) 71 802044
Fax: (+216) 71 787034.

Directeur de la publication :

Zouheir KADHI

Responsable :

Affet BEN ARFA

Diffusion :

Direction de la Documentation,
de la Formation et de la Coopération
diffusion@itceq.tn

Rédaction:

Institut Tunisien de la Compétitivité et des
Études Quantitatives
27, Rue du Liban, 1002 Tunis Belvédère.
République Tunisienne
tribune@itceq.tn

Cette Tribune est publiée sous la responsabilité de la direction générale de l'ITCEQ. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.